

COMPLEMENTARITES NOUVELLES FACE AUX CRISES

François Grünewald, Groupe URD, *Fraternitaire n°29*

Opérateurs d'urgence, spécialistes du développement : cette distinction entre acteurs humanitaires intervenants dans les pays instables n'est-elle pas aujourd'hui dépassée ?

L'analyse des crises a montré comment celles-ci s'inscrivent dans un processus complexe qui commence bien avant et se termine bien après que les caméras de télévision et les kits d'urgence n'aient officialisé l'événement.

Alternance de périodes calmes, de temps d'explosion, installation durable de crises de basse intensité, coexistence de zones de guerre et de régions en paix : autant de situations de crise qui imposent de porter l'effort des acteurs de l'humanitaire sur le renforcement des capacités des populations locales. Ce qui remet en cause les pratiques de l'urgence (action ponctuelle) et du développement (qui oublie souvent les risques de crise).

Processus de soutien :

Chacun le sait, l'assistance humanitaire, et notamment l'aide matérielle, permet de sauver des vies. Or, la multiplication des situations de grande instabilité et l'augmentation des acteurs responsables de violences (milices, mercenaires, forces spéciales...) rendent le travail des expatriés difficile et dangereux, voire parfois tout simplement impossible. De sorte que pour atteindre les victimes, les organisations humanitaires sont de plus en plus conduites à travailler à travers des acteurs locaux, qui sont eux-mêmes exposés. Mais cette "délégation" ne risque-t-elle pas de devenir, à terme, une "stratégie de déresponsabilisation" ? En matière d'appui au développement, les limites sont également apparentes. L'équation développement = paix a été fortement relativisée. Outre qu'elles peuvent être contrariées par une crise, les actions peuvent aussi, à l'inverse, être génératrices de tension en tant que lieu de ressources dont l'accès devient enjeu.

Malgré cela, rares sont les actions de développement qui comportent un volet de détection et de préparation aux crises. Si bien que lorsque la crise survient, les opérateurs du développement quittent souvent les lieux alors que leurs réseaux et leur connaissance du terrain seraient bien utiles pour les "urgenciers" qui, eux, arrivent.

C'est là, autour de ces relais locaux du développement, qu'une articulation opérationnelle pourrait être mise en place entre opérateurs du développement et intervenants en situation d'urgence. Ce qui demande de réfléchir non plus en termes de "projet ponctuel", entrant dans des lignes budgétaires étroites, mais en terme de "processus" de soutien aux stratégies de survie des personnes. Ce n'est qu'en renforçant les capacités des acteurs locaux que ces derniers pourront gérer la crise présente, en sortir et, peut-être, éviter la prochaine.

Dans ce cadre, les modes d'intervention doivent non plus correspondre aux programmes standards, mais au contraire colle étroitement à la réalité mouvante des besoins et du terrain. Pour y parvenir, il s'agit de mettre en oeuvre la combinaison la plus adaptée d'actions tant d'urgence (dons, soins gratuits...), que de développement (crédits, appui à l'organisation, formation...) en y associant des activités liées à la prévention (diffusion du droit humanitaire, éducation à la citoyenneté...) et à l'intermédiation (négociation, pratique de l'impartialité et de la neutralité).

Souplesse budgétaire :

Autres impératifs : décloisonner les financements de l'aide. En effet, la spécialisation des lignes de crédit par la plupart des bailleurs de fonds entraîne de facto celles des actions humanitaires. Une telle pratique est peu compatible avec la mise en place de registres variés d'intervention dans un même lieu de crise. Si on voit depuis peu apparaître des lignes budgétaires plus souples, comme la ligne "réhabilitation" de l'Union Européenne, beaucoup reste encore à faire.

Les ONG du Nord et du Sud doivent également avoir comme préoccupation permanente de revendiquer une place plus importante dans la définition des stratégies de coopération et d'assistance.

Notamment dans les situations de crise où grand est le risque d'être instrumentalisé et réduit au statut de bras opérateur. Or, c'est bien en interpellant les décideurs que les ONG assument la responsabilité de représentants d'une société civile dont elles sont issues.

Ce qui suppose également une bonne coordination entre les intervenants, dans le respect des mandats de chacun mais en recherchant avant tout la réponse adéquate aux besoins des victimes. Une recherche qui associe en permanence acteurs et donateurs.

Prévenir et prévoir :

L'échange d'informations et de réflexions est en outre crucial pour analyser "l'avant, le pendant, et l'après" crise. Or, dans la pratique, c'est encore trop souvent le "chacun pour soi" qui domine, avec les enjeux de pouvoir, d'influence, de positionnement vis-à-vis des donateurs et de visibilité médiatique.

Enfin, il importe de mieux considérer deux nécessités : prévenir et prévoir. Thème à la mode mais secteur très mal financé, la prévention reste encore assez peu mise en pratique. Il existe trop peu de moyens pour des actions d'intermédiation préventive, de préparation aux désastres et de mise en place de systèmes d'alerte. C'est pourtant avant la crise que réside la clé de la relation entre l'urgence et le développement.

Quoi qu'il en soit, la prise de conscience quant à l'importance du renforcement des capacités locales face aux crises va remettre en cause les modes d'intervention des organisations humanitaires. Outil toujours essentiel, la logistique va voir son importance décroître au profit d'autres secteurs comme la formation, l'éducation au développement, la réflexion sur les mécanismes de nouvelles solidarités. Preuve en est que l'humanitaire, plus que jamais, reste un champ d'action en mouvement.

Une recherche collective

C'est en 1993 qu'un groupe d'organisations françaises de solidarité internationale, réunissant spécialistes de l'urgence et du développement, s'est lancé dans un travail de réflexion et de mise en commun des savoirs-faire. L'objectif ? Résoudre l'opposition qui existe entre "urgenciers" et "développeurs"; entre "pompiers" et "cantonniers" de l'humanitaire internationale, afin de déterminer une complémentarité des approches et une meilleure synergie entre les pratiques. Ce travail, incluant par ailleurs le suivi d'une action en vraie grandeur au Zaïre, a donné lieu à une publication en octobre 1997 : "Entre urgence et développement : pratiques humanitaires en question" (Editions Kartala). Pour poursuivre le chantier ainsi amorcé, s'est constitué le Groupe Urgence Réhabilitation Développement, sous la direction de François Grunewald, en liaison avec les réseaux similaires anglo-saxons. Parmi les thèmes de recherche étudiés : l'accès aux victimes, le rôle du droit humanitaire, la relation humanitaire/militaire, la relation avec les pouvoirs publics "ici et là-bas", l'éthique et la déontologie, les cultures de paix, le rôle des sociétés civiles...



Groupe URD- La Fontaine des Marins- 26 170 Plaisians- France

Tel : 00 33 (0)4 75 28 29 35

<http://www.urd.org>